



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADO, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusée et représentée par pouvoir :

Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

17 – PERIMETRES DE PROTECTION MODIFIES (PPM) AUTOUR DE LA CITADELLE DE BLAYE CLASSEE MONUMENT HISTORIQUE - AVIS DE LA COMMUNE SUR LE PROJET

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre de l'élaboration de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) du Verrou de l'estuaire, et conformément à l'article L.621-30 du Code du Patrimoine, l'Architecte des Bâtiments de France a proposé une modification du périmètre de protection des abords du monument protégé : la Citadelle de Blaye, classée Monument Historique.

En effet, les périmètres de protection modifiés permettent à l'Architecte des Bâtiments de France de remplacer l'ancien périmètre de protection de 500 mètres autour d'un monument historique, par un secteur géographique recentré sur les zones les plus sensibles au regard de sa préservation. En d'autres termes, ce nouveau périmètre peut être diminué ou augmenté par rapport au précédent, afin d'être adapté aux réalités topographiques et patrimoniales du site.

L'Architecte des bâtiments de France sollicite la commune de Blaye pour avis sur le projet de Périmètre de Protection Modifié (voir en pièce jointe).

Il est proposé d'émettre un avis favorable sur ce Périmètre de Protection Modifié, en y associant les quelques remarques suivantes :

- Page 3 : Il est fait référence à l'article L621-30 du code du Patrimoine, et non de l'Environnement.
- Page 10 : Il était initialement prévu en accord avec les services de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'assurer la protection de la zone portuaire par le périmètre Monument Historique. Après l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites du 11 décembre 2014, l'intégration de cette zone portuaire à l'AVAP s'avère nécessaire. Ainsi, elle prévaudra sur ce périmètre Monument Historique, une fois adoptée, ce qui rendra cette zone du Périmètre de Protection Modifié inutile.
- Page 21 : Il est inexact de dire qu'il n'y a pas de co-visibilité entre la rue Urbain Albouy et la Citadelle. Le bâtiment de l'ancien cinéma est clairement visible depuis la Citadelle (voir page 30 du document). Mais

il convient d'indiquer « qu'ils se confondent dans le continuum urbain des quartiers pavillonnaires ayant colonisé les coteaux faisant face à la Citadelle » (page 30).

En conséquence nous attirons l'attention sur le fait que ce secteur ne ferait l'objet d'aucune protection monument historique.

- Pages 28 et 29 : « Espaces sortis du périmètre : port et parc » : ce titre ne correspond pas à la réalité du périmètre proposé, puisque le parc (jardin public) est intégré à l'AVAP et le port a vocation à l'être par la suite.

Ensuite, ce périmètre sera soumis, avant sa création, à enquête publique par la Commune (conformément à l'article L.621-30 du Code du patrimoine et l'article L.123-6 du Code de l'environnement).

Il est proposé au conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable sur le projet de Périmètre de Protection Modifié conformément aux documents annexés à la présente délibération et en prenant compte des remarques précisées plus haut,
- d'autoriser le maire à signer toute pièce afférente à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 18 septembre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-23159-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

